



© shutterstock

# LE MOTEUR IBÉRIQUE DE LA SOCIAL- DÉMOCRATIE EUROPÉENNE

par *Javi López*

| S'ils ont tous deux remporté les élections européennes dans leur pays respectif, le Premier ministre portugais António Costa (p.22) se trouve actuellement dans une situation plus claire que le Premier ministre espagnol Pedro Sánchez, dont le parti PSOE a remporté le plus grand nombre de sièges aux élections nationales d'avril mais est tombé en deçà d'une majorité.

Aujourd'hui, la péninsule ibérique envoie un message d'espoir au reste du continent européen. Les partis socialistes à la tête des gouvernements portugais et espagnol ont tous deux obtenu le score remarquable de 33 % des voix aux récentes élections européennes et ils sont en passe de devenir une référence pour l'ensemble de la social-démocratie européenne.

**E**n Espagne, la résurgence électorale du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) dirigé par Pedro Sánchez, mérite une analyse approfondie. L'Espagne est aujourd'hui le pays européen le plus peuplé régi par une social-démocratie, et le PSOE a remporté les quatre élections organisées au printemps 2019: les élections locales, régionales, législatives et européennes.

Pedro Sánchez est devenu le président du gouvernement espagnol en juin 2018 grâce à une motion de censure constructive lancée contre le précédent premier ministre, Mariano Rajoy, suite une condamnation pour corruption qui a confirmé l'existence d'un

financement irrégulier systémique au sein du Parti populaire (PP) espagnol de centre droit. Cette motion de censure, la première à avoir abouti en quarante ans de démocratie espagnole (un véritable cygne noir), a propulsé un troisième socialiste – après Felipe González et José Luis Rodríguez Zapatero – à la tête du gouvernement.

Au cours de l'année dernière, le PSOE a eu la chance de lancer un solide programme « rouge », « violet » et « vert » à la consonance clairement pro-européenne, en faveur de la modernisation du pays. Ce programme explique en grande partie le résultat des élections. Pedro Sánchez a formé le premier gouvernement espagnol

composé d'une large majorité de femmes, ainsi que de ministres renommés, dont plusieurs jouissent d'une grande expérience à Bruxelles, comme le ministre des Affaires étrangères – l'ancien président du Parlement européen Josep Borrell –, et la ministre de l'Économie, Nadia Calviño – anciennement directrice générale à la Commission européenne.

*L'Espagne et le Portugal, deux lieux d'espoir pour la social-démocratie européenne – @fjavilopez*



Les politiques mises en œuvre par le gouvernement Sánchez au cours de l'année écoulée avaient vocation à rebâtir l'État-providence et à moderniser l'économie au travers d'un projet de budget qui, d'une part, consolide les investissements productifs et, d'autre part, garantit l'augmentation du salaire minimum la plus importante de l'histoire de la démocratie (22,3 %), l'allongement du congé de paternité, ou encore l'augmentation des ressources consacrées à la lutte contre la violence fondée sur le genre. Les autres priorités sont la lutte contre la corruption, le dialogue sur les questions territoriales tout en défendant fermement l'ordre constitutionnel, l'élaboration de politiques féministes en faveur de l'égalité des sexes, ainsi que la lutte contre le changement climatique pour amorcer la transition écologique nécessaire dans le pays.

La vertu de la formule politique du PSOE réside dans sa capacité à assimiler et à interagir avec les profonds changements qu'a subis le système politique espagnol, et à conclure des accords avec le parti à sa gauche (Podemos), tout en préservant son

rôle traditionnel de parti d'État digne de confiance. Dans le même temps, le PSOE a conservé les traits caractéristiques de la social-démocratie européenne – redistribution et libertés individuelles – tout en ajoutant à son programme des éléments tirés de l'écologisme et du puissant mouvement féministe espagnol, une évolution réclamée par les jeunes générations partout dans le monde.



Le premier ministre portugais, Antonio Costa, a appliqué une formule similaire: le gouvernement « Gueringonça ». Le gouvernement portugais est un gouvernement socialiste minoritaire qui a obtenu des résultats spectaculaires pour le pays: relance économique, augmentation des salaires, amélioration des prestations sociales et réduction de la dette et du déficit. Le gouvernement solvable d'Antonio Costa est parvenu à conclure des accords au parlement avec les partis à sa gauche en faveur de ses politiques progressistes, tout en occupant et redéfinissant le centre politique du pays.

De retour en Espagne, Pedro Sánchez et le PSOE sont confrontés à deux défis majeurs: la fragmentation politique et la conclusion d'accords post-élections entre les libéraux, les conservateurs et l'extrême droite, un phénomène qui a déjà pu être observé après les élections régionales de 2018 en Andalousie. De bons résultats aux élections ne garantissent pas une gouvernance aisée dans un système politique fragmenté.

Dans le même temps, les ententes post-électorales au niveau régional et local ont consolidé un bloc formé par le parti libéral Ciudadanos, le PP et Vox (extrême droite), qui maintient un haut niveau de confrontation avec le gouvernement de Pedro Sánchez et est à l'origine de la détérioration de certains consensus fondamentaux en raison de la normalisation du nouveau parti d'extrême droite en Espagne. Ce comportement, adopté en particulier par Ciudadanos – considéré comme un allié politique d'Emmanuel Macron à Madrid – devrait sans nul doute attirer l'attention de l'Europe tout entière.

Dans un contexte tendu et polarisé alimenté par les forces conservatrices, le pari du PSOE pour la compréhension, la sérénité et un assainissement du climat politique a renforcé sa position électorale. Ce n'est pas très fréquent à notre époque, et il s'agit là d'un exemple qui pourrait inspirer l'ensemble de la social-démocratie européenne.



> AUTEUR

**Javi López** est membre du Parlement européen depuis 2014 (Groupe S&D). Il est le secrétaire des affaires européennes du Parti des socialistes de Catalogne (PSC) et membre de la présidence (PSOE) du Parti socialiste européen (PSE). Il a un diplôme de droit de l'Université de Pompeu Fabra et un master en gestion politique et sociale de l'Université autonome de Barcelone. Il est également membre du European Council for Foreign Relations (ECFR).

“  
*Le PSOE a conservé les traits caractéristiques de la social-démocratie européenne – redistribution et libertés individuelles – tout en ajoutant à son programme des éléments tirés de l'écologisme et du puissant mouvement féministe espagnol, une évolution réclamée par les jeunes générations partout dans le monde.*  
 ”